

Réguler la mondialisation : c'est devenu, depuis que la crise a mis en cause les grands principes du libéralisme, la priorité de Nicolas Sarkozy. Lundi 15 juin, à Genève, à l'occasion du 90^e anniversaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), le président de la République a trouvé des accents dignes d'un Lula pour dénoncer « la marchandisation du monde ». « Face à un capitalisme financier devenu fou à force de n'être soumis à aucune règle et dont on commence à mesurer à quel point il peut être destructeur, a-t-il lancé devant les représentants des 183 pays membres de l'OIT, est-il bien raisonnable d'attendre encore ? »

Dénonçant l'« obsession » de la rentabilité à court terme des marchés financiers, M. Sarkozy a rejeté une mondialisation qui « a mis le droit du commerce au-dessus de tout ». « La santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, le travail ne sont pas des marchandises comme les autres », a-t-il souligné à juste titre en plaidant pour des « règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous ». S'appuyant sur d'anciennes revendications syndicales, M. Sarkozy a tracé les contours d'un « ordre mondial plus respectueux de l'homme » sur le plan social et environnemental.

A l'exception de l'aile libérale du patronat, M. Sarkozy recueillera un large consensus sur l'idée d'une « révolution dans la gouvernance mondiale pour que les normes qui sont inscrites dans les accords internationaux soient effectivement appliquées ». Le chef de l'Etat a raison quand il préconise que l'OIT soit obligatoirement dans chaque pays, une question relative au respect des droits fondamentaux du travail serait posée. Il en sera de même pour l'Organisation mondiale pour l'environnement sur le « dumping environnemental ».

Si, selon les chiffres de l'OCDE, 1,8 milliard de personnes, soit plus de la moitié de la population active mondiale, travaillent sans contrat de travail ni prestations sociales, c'est parce que beaucoup d'Etats ne respectent pas les normes de l'OIT, même quand ils signent ses conventions. Il ne s'agit pas que des pays émergents. Les Etats-Unis ont ratifié peu de conventions de l'OIT. La France elle-même n'est pas exempte de contradictions, dès qu'il s'agit d'expérimenter et de développer de nouvelles formes d'emplois plus précaires. Comme Jacques Chirac, M. Sarkozy peut parler à gauche dans les enceintes internationales et mener une politique libérale chez lui. Si le travail « n'est pas une marchandise comme les autres », n'est-il pas nécessaire, en France aussi, de préserver les règles qui le protègent ? ■

Société éditrice du « Monde » SA

Président du directoire, directeur de la publication :
Eric Fottorino

Vice-président, directeur général : David Guiraud
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
Editeur : Michel Sfeir

Directeur de la rédaction : Alain Frachon
Directeur éditorial : Gérard Courtois
Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître,
Franck Nouchi (« Le Monde 2 ») et Isabelle Talès
Chef d'édition : Françoise Tovo
Directeur artistique : Quentin Leeds
Veille de l'information : Eric Azan
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovinco

Médiatrice : Véronique Maurus

Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président
Jean-Pierre Tuquoi, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André
Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie
Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778
(0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48.
Sur Internet : www.lemonde.fr/abjournal/
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gumbourg
94852 Ivry cedex

OJD
PRESSE
PAYANTE
2007

Président : David Guiraud
Directrice générale : Bénédicte Hall-Ottewillier
80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00 - Fax : 01-57-28-39-26

PRINTED IN FRANCE



JOEL SAGET/AFP

Vers des avions « verts » ?

« Notre industrie n'est pas absente des problèmes écologiques. Elle s'en préoccupe », assure, dans un **entretien vidéo**, Charles Edelstenne, président de Dassault Aviation et du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), l'organisateur du Salon de l'aéronautique et de l'espace, qui a

ouvert ses portes au Bourget, lundi 15 juin. « En Europe, il y a un programme baptisé Clean Sky et lancé sur une durée de sept ans qui va investir 1,6 milliard d'euros pendant cette période pour réduire de 50 % le bruit occasionné par les avions et de 50 % la production de CO₂ », souligne M. Edelstenne.

La retraite en Europe : de 58 à 67 ans

Le ministre du travail, Brice Hortefeux, a relancé, dimanche 14 juin, le débat sur l'âge du départ à la retraite en France et évoqué le cas allemand, où l'on peut travailler jusqu'à 67 ans. Une infographie montre l'état des lieux en Europe : pour les hommes, l'âge de la retraite va de 60 ans en France à 67 ans en Allemagne ;

pour les femmes, de 58 ans en Roumanie à 67 ans, toujours en Allemagne.

Nétanyahou décrypté

Dans le blog « Guerre ou paix », où il décrypte les relations israélo-palestiniennes, Gilles Paris, journaliste au Monde, reprend point par point le discours prononcé par le premier ministre israélien dimanche 14 juin et les réactions palestiniennes.

Rendez-vous

Débat en direct mercredi 17 juin, à 15 heures, avec Francesco Saraceno, économiste senior à l'OFCE : « Y a-t-il un risque de déflation en Europe ? »
Débat en direct jeudi 18 juin, à 10 heures, avec Bertrand Badie, professeur à Sciences Po : « Nord-Sud : vieille question, nouveaux défis ? »

La social-démocratie, victime inattendue de la crise

Tel le crime, le théorème était presque parfait. La droite, c'est le camp du capital. Donc du capitalisme. Puisque celui-ci est en crise, la droite l'est également. La gauche ne pouvait donc que gagner les élections européennes. Problème : dans toute l'Union, les électeurs ont retourné leur bulletin de vote contre la gauche social-démocrate. Est-ce parce que les gouvernements de droite ne gèrent pas la crise si mal que cela ? Sans doute. Mais cela n'explique pas tout puisqu'en Allemagne, où les deux partis sont au pouvoir, la CDU obtient un score bien supérieur à celui du SPD. C'est donc que la gauche n'est pas crédible. Soit parce que son bilan ne plaide pas en sa faveur, soit parce qu'elle n'incarne pas l'avenir. Deux hypothèses qui se renforcent plus qu'elles ne s'excluent.

La première n'est que trop évidente : la gauche ne gère pas mieux que la droite. La situation catastrophique de l'Espagne, de la Grande-Bretagne et du Portugal, dirigés par des socialistes, le prouve. Surtout, que les partis conservateurs soient l'émanation politique des thèses libérales ne saurait occulter que la social-démocratie, par opportunisme ou aporie intellectuelle, n'a cessé, ces dernières décennies, de s'adapter à la fameuse « loi du marché ».

Bien sûr, il y a l'exemple britannique, que nul n'incarne mieux que Gordon Brown, principal artisan de la dérégulation durant ses dix ans passés au ministère des finances. Aujourd'hui le système est à bout de souffle. Voir les membres du Parlement jadis le plus respecté du monde se vautrer dans l'argent comme de vulgaires parvenus de la City illustre jusqu'à la caricature la dérive des années Blair.

La gauche anglo-saxonne n'est pas la seule à s'être laissée séduire par les sirènes libérales. Même les Allemands y ont succombé. Comme le montrent le score correct de Die Linke (7,5 % des voix) et celui du SPD (20,8 %), le plus bas depuis la seconde guerre mondiale, la gauche allemande n'a toujours pas fait le bilan des années Schröder. Doit-elle se féliciter que la politi-

Analyse

Frédéric Lemaître
Rédaction en chef

que libérale du prédécesseur socialiste d'Angela Merkel a rendu à l'Allemagne sa compétitivité de jadis ou au contraire juger trop lourd le prix payé : développement du travail précaire et émergence de travailleurs pauvres à l'ouest ? Le SPD n'a pas plus tranché que son homologue français.

Pourtant, le PS dispose d'une « déclaration de principes » adoptée en juin 2008. Un document important puisque le parti ne s'est plié à cet exercice qu'à cinq repri-

Le rapport de la gauche à l'argent reste un impensé. D'où le malaise de nombreux électeurs

ses depuis 1905. On y lit qu'« être socialiste, c'est ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est ». Ou que « les socialistes portent une critique historique du capitalisme, créateur d'inégalités, porteur d'irrationalité, facteur de crises ». Mais ce document a été rédigé à la va-vite, en trois réunions. Résultat : sitôt publié, sitôt oublié.

Surtout, comment ne pas relever les contradictions du texte et certaines réformes conduites par les socialistes ? Qui a libéré les marchés de capitaux ? Pierre Bérégovoy, ministre des finances de François Mitterrand de 1988 à 1991. Qui a rendu plus attractive la fiscalité sur les stock-options ? Dominique Strauss-Kahn, titulaire du même portefeuille une décennie plus tard. Qui, en 2000, jugeait qu'il fallait réduire l'impôt sur le revenu, y compris des plus riches « afin d'éviter la fuite ou la démotivation des contribuables aux revenus les plus élevés » ? Laurent Fabius, dans

les mêmes fonctions. Que pense le PS de ces réformes ? Qu'elles ont contribué au succès international des groupes français et donc à la grandeur du pays ? Que ce sont de nécessaires compromis avec le capitalisme qui nous entoure ? Qu'elles ont participé aux excès de la finance et à l'accroissement des inégalités ? Nul ne le sait. Le rapport de la gauche à l'argent reste un impensé. D'où le malaise de nombreux électeurs et militants. Comme partout en Europe.

Heureusement pour elle, la gauche française n'a pas connu de scandale comparable au SPD quand M. Schröder est devenu l'un des (riches) dirigeants de Gazprom moins d'un mois après avoir quitté la chancellerie. Malgré tout, certains parcours individuels de ministres ou de leurs conseillers à la tête de grands organismes internationaux ou de grandes entreprises privées (Cappellini, Casino, Cetelem, Lazard, demain France Télécom...) brouillent les frontières entre la gauche et la droite et déstabilisent l'opinion. Vu le chacun pour soi qui règne Rue de Solferino, comment ne pas penser que, pour nombre de leaders socialistes, l'exercice du pouvoir est davantage vécu comme un accélérateur de carrière que comme une mission reçue d'électeurs soucieux de changements collectifs ? Ce n'est pas un hasard si, malgré les limites évidentes du sympathique attelage, nombre d'électeurs de gauche se sont reportés sur une liste conduite par un éternel rebelle qui ne briguera pas l'Elysée et une magistrate symbole de la lutte contre l'argent fou.

Pendant vingt ans (1988-2008), la social-démocratie a pu, au nom de la construction européenne et de l'euro, faire accepter le libéralisme au nom du fédéralisme. Moins d'Etat mais plus d'Europe. Ce cycle s'achève et, comme le prouve l'engagement de certains socialistes en faveur de José Manuel Barroso, la gauche européenne n'a plus ni leader ni programme crédible. Et rien n'indique que le rose et le vert se marient harmonieusement. ■

Courriel : lemaître@lemonde.fr

« Home », sweet home

Peu de dire qu'il m'arrive de me tromper : il m'arrive même de ne pas avoir toujours tort. Evoquant cette équation que Buffon n'a jamais écrite : « Le style, c'est l'homme », et rappelant la phrase prononcée lors de sa réception à l'Académie française, le 25 août 1753 : « Le style est de l'homme même », je me vois pris dans un débat digne de l'antique. Force est de constater, Pierre Assouline me le rappelle fort gen-

Culture

Francis Marmande

timent, que la version écrite du discours sur le style prendra la forme intermédiaire : « Le style est l'homme même. »

Buffon, ce soir-là, s'exprime en intrépide théoricien de l'histoire naturelle. Avec le doigté d'un vélinole, il se faufille dans un ciel de métaphores autant inspirées par les tissus que par la grammaire. Sans négliger, longue histoire, de se payer au passage Montesquieu. Cette nuance entre version orale et version reçue reste mineure au regard de la version sous laquelle elles se retrouvent toutes deux vitrifiées à jamais (« Le style, c'est l'homme »). Relire à ce sujet les lettres de Buffon à l'abbé Le Blanc. Et ne jamais perdre de vue qu'on ne s'est pas privé de l'opposer à Renan, lequel ne consentait au style scientifique « aucun sacrifice au désir de plaire ».

La science répond à un désir dont elle ne veut rien savoir

La science répond à un désir dont elle ne veut rien savoir, mais Renan ne pouvait avoir entendu (ni lu) Lacan. Pas plus que Buffon, il ne pouvait connaître davantage, par anticipation en somme, cette phrase de Nietzsche : « On est artiste à la condition que l'on sente comme un contenu, comme "la chose elle-même", ce que les non-artistes appellent la forme. De ce fait, on appartient à un monde à l'envers, car maintenant tout contenu nous apparaît comme purement formel... » A quoi l'auteur de la *Physiologie de l'art* a la grâce d'ajouter cette troublante demi-véronique de fin de phrase : «... y compris notre propre vie. »

Domage, parce que sa vive intelligence matérialiste eût été de nature à déniaiser *Home*. *Home*, l'obèse œuvrette de propagande signée Yann Arthus-Bertrand et quelques autres bienfaiteurs de l'humanité, élève *Bienvenue chez les Ch'tis* au firmament du cinéma d'art et d'essai. Ce qui donne toute sa mesure à cette vertueuse image publicitaire de la planète, outre l'insupportable tutoiement infantile de son commentaire, c'est, symphonie kitsch et autres chantilly électroniques, la musique. La musique dit toujours, non sans cruauté, la vérité de tout film. « Quand il entend le mot culture, Yann sort son hélicoptère », écrit Iégor Gran (Libération, 4 juin). Quel dommage qu'on n'entende pas les puissantes sirènes des rotors !

Citrouille sur l'indigeste saint-honoré en quoi toute image d'Arthus-Bertrand change la planète, ceci : Jean-Marie Le Pen, farceur oublié, il ne manquait que lui, traite *Home* de film « climatisé ». Ça a l'air d'un reproche. Mais où allait-il chercher ça ? En vadrouille électorale au Parc Astérix avant de disparaître, il s'autoproclame, non pas Obélix ni Astérix, comme le lui suggère la dame de radio qui l'interviewe, mais « Le Pénix ». ■

Courriel : marmande@lemonde.fr

Il y a 50 ans dans Le Monde
Emeutes dans l'Etat du Kerala

LES ÉMEUTES qui se succèdent depuis, quelques jours dans l'Etat de Kerala, au sud de la péninsule indienne, attirent l'attention sur cet Etat, qui fait figure depuis deux ans de bastion communiste dans l'Inde neutraliste de M. Nehru.

Les élections de 1957 avaient permis au Parti du Congrès de maintenir sa position prédominante au Parlement central de l'Union indienne, qui siège à New Delhi, et dans les assemblées représentatives de l'ensemble des Etats qui constituent l'Union indienne. Dans un seul de ces Etats, le Kerala, le Parti communiste s'était assuré une majorité suffisam-

ment confortable pour briguer la charge de former le gouvernement.

C'est ainsi que s'ouvrit une curieuse expérience de coexistence interne entre un régime central démocratique, au sens occidental, et un régime local, de style démocratie populaire. Le dénominateur commun était fourni par la ligne « neutraliste » suivie en matière de politique étrangère par M. Nehru et par la politique économique congressiste, qui vise à la création d'une économie socialiste faisant une large part au secteur public.

Devant la détérioration de la situa-

tion, New Delhi aurait une ressource : placer l'Etat de Kerala sous le « régime présidentiel » en le soumettant à l'administration directe du président de la République indienne, auquel la Constitution confère les pleins pouvoirs sous le contrôle du Parlement central en cas d'urgence.

En mettant fin au règne des communistes au Kerala, M. Nehru achèverait de se réhabiliter aux yeux de ceux qui l'accusent de ne pas avoir pris assez énergiquement position contre la Chine dans la question du Tibet. ■

(17 juin 1959.)